

Peut-on empêcher la déforestation en boycottant l'huile de palme non durable? Cas de la France et de la Malaisie.

Jean-Marc Roda<sup>1,2,3</sup>

August 18, 2017

## 1 Introduction

En avril 2017 le journal Le Monde a publié un article sensationnel annonçant que “[...] la conversion des terres en plantations de palmier à huile est à elle seule à l’origine de 40% des pertes de couvert forestier naturel autour de la planète [...]” [41]. C’était une information erronée, le journal ayant ajouté une généralisation abusive aux erreurs de transcription d’un rapport du parlement européen sur lequel il se basait. En fait seulement 2.3% de la perte de couvert forestier mondial sont imputables au développement du palmier à huile [23]. Mais cette citation illustre bien une opinion publique répandue qui voit dans le palmier à huile la source de bien des maux environnementaux, dont la déforestation, la perte de biodiversité, le réchauffement climatique, la disparition des orangs outangs etc. Cette opinion publique répandue dans les pays du Nord, mais pas dans ceux du Sud, coïncide avec les enjeux industriels et géopolitiques des huiles végétales des pays du Nord, pas plus durables que celles du Sud, mais qui sont sévèrement concurrencées par l’huile de palme, plus rémunératrice pour les agriculteurs et avec une empreinte foncière bien plus faible [38]. Cette opinion publique s’est notamment transmise au discours politique français de 2017 via la notion de “déforestation importée”: le 6 juillet 2017 le ministre Nicolas Hulot présentait un “plan climat” dans lequel un axe majeur est de “mettre fin à l’importation en France de produits contribuant à la déforestation” [31]. Puis il envisageait d’interdire l’importation d’huile de palme pour être utilisée comme biocarburant. En retour, alors que l’Indonésie et la Malaisie représentent à eux seuls presque 90% de la production mondiale d’huile de palme, et plus de 80% des exportations mondiales, le ministre Malaisien Mah Siew Keong a déclaré que “La Malaisie n’a pas d’autre choix qu’examiner ses options qui englobent le commerce avec la France et la réduction d’achats de produits français [...]” [32]. Comment a pu t’on arriver à une telle crispation ? La notion de déforestation “importée” ou “incarnée” qui est à l’origine des opinions et discours politique en question est notamment détaillée dans un rapport de la FAO. Ce rapport calcule que parmi toute la déforestation importée par l’Union Européenne (UE) 9% proviennent de l’Indonésie et 4% de la Malaisie (toutes cultures agricoles confondues, dont le palmier à huile). Un tel chiffre est déjà de nature à remettre en perspective la contribution de la Malaisie est à déforestation importée par l’UE. Mais alors qu’en est-il du rôle des importations Françaises d’huile de palme?

## 2 Le commerce international de l’huile de palme

### 2.1 Equilibres mondiaux

Les importations annuelles d’huile de palme représentent de près de 35 milliards de dollars, dont 10 milliards d’huile brute (Crude Palm Oil - CPO) et 20 milliards d’huile raffinée (Refined, bleached, and deodorized - RBD), les 5 milliards restants étant le commerce des dérivés bruts: noyaux et leur huile brute ou raffinée, tourteaux, et autres résidus. L’Asie émergente domine massivement ce commerce en exportant respectivement 8.4 et 17.1 milliards de dollars d’huile brute et d’huile raffinée, soit 80% et 87% des exportations mondiales. Les marchés principaux sont aussi les pays émergents: l’Asie et l’Afrique attirent 60% des importations d’huile brute, et 77% de celles d’huile raffinée. Cependant l’Europe demande aussi beaucoup d’huile de palme, et représente un tiers des importations mondiale d’huile brute, et 15% des importations mondiale d’huile raffinée. Les Pays-Bas, l’Italie et l’Espagne concentrent l’essentiel de ces importations, et les Pays-Bas apparaissent comme une “plaque-tournante” du commerce de l’huile de palme pour les pays du Nord, au point que cela permet à l’Europe de participer à 8% des exportations mondiales d’huile raffinée. La France n’a pas d’impact significatif sur ces équilibres mondiaux, avec moins de 1% des importations d’huile brute (51.6 millions de dollars) et un peu plus de 1% des importations d’huile raffinée (231 millions de dollars) (**Figure 1**). Tous les chiffres cités ci-dessus sont issus de la base de donnée UNComTrade des Nations Unies [27], qui collecte

annuellement les statistiques douanières de tous les pays du monde. L'essentiel des flux commerciaux sont repris en annexe, dans la **Table 2**.

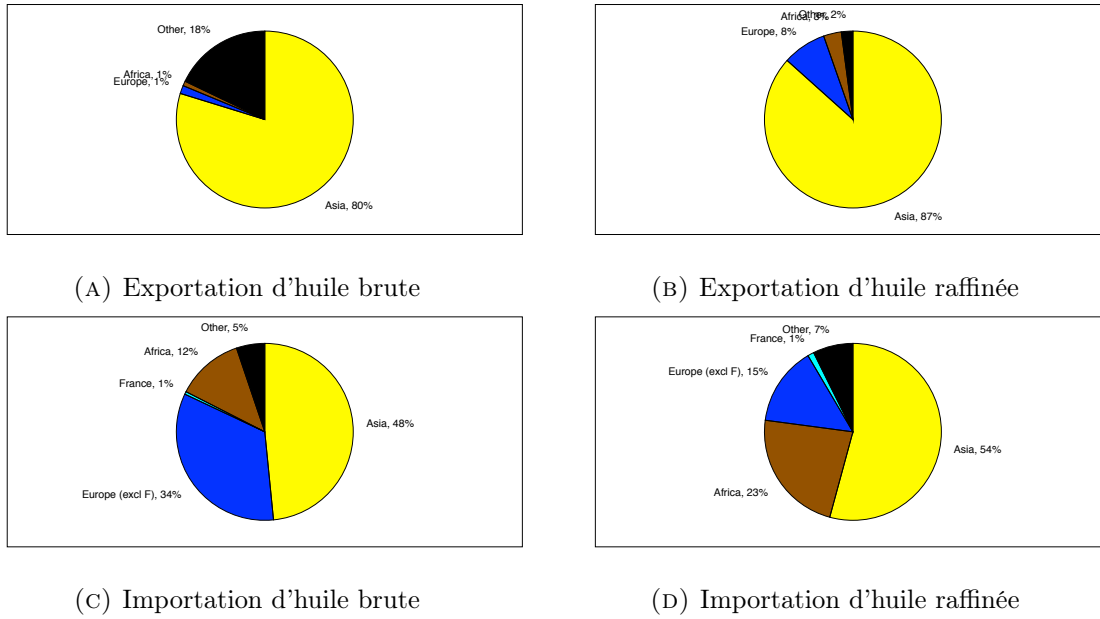


FIGURE 1: Commerce mondial d'huile de palme en 2015, par continents avec la place de la France, et par type d'huile de palme: 10.5 milliards de dollars d'huile brute (CPO), et 20 milliards de dollars d'huile raffinée (RBD)

## 2.2 Le rôle de la Malaisie

Comme le montre **Figure 2**, les échanges d'huile de palme sont complètement dominés par l'Indonésie et la Malaisie. L'Indonésie exporte 17.7 milliards de dollars d'huile de palme et dérivés, et la Malaisie en exporte 11.1 milliards (respectivement 51% et 32% des exportations mondiales de ces produits). Les flux issus de la Malaisie sont représentés en rouge sur la **Figure 2**. Les deux pays ont les mêmes marchés dans les pays émergents: l'Inde, le Pakistan, la Chine, et d'autres pays, dont en Afrique. Le palmier à huile est originaire d'Afrique et ses produits y constituent une base traditionnelle de l'alimentation. Mais en Afrique la production repose sur des variétés sauvages et non sélectionnées, ou sur des plantations loin d'être optimisées. De ce fait les importations depuis la Malaisie et l'Indonésie sont pour le moment nécessaires pour subvenir aux besoins croissants de la démographie du pays. On peut même trouver en Afrique de l'huile Indonésienne passée par la Malaisie, avec un marketing dédié à l'Afrique. Les pays émergents sont des marchés idéaux pour la Malaisie et l'Indonésie: leur croissance démographique, les changements d'alimentation liés à l'urbanisation entraîne des demandes croissantes en huile végétale la moins chère possible, ce qu'est précisément l'huile de palme. L'huile de palme est une commodité agricole: elle a des cours qui fluctuent beaucoup, influencés par des facteurs extérieurs comme notamment le prix du pétrole [38]. Elle se vend et s'achète en grande quantités, mais de façon très volatile: les acheteurs sont difficiles à fidéliser car ils peuvent changer très facilement de fournisseur en fonction des prix et des disponibilités (le produit est standard et interchangeable). Pour un exportateur Malaisien ou Indonésien, les pays émergents sont de vastes marchés en croissance, relativement peu difficiles sur la qualité, et où il existe toujours des débouchés via négociants et intermédiaires. Les marchés dans les pays du Nord sont censé être plus rémunérateurs selon un mythe tenace, mais dans la pratique ce n'est pas le cas. Il sont aussi volatiles que les autres, les prix y sont aussi serrés, mais ces marchés ont des exigences de qualité<sup>1</sup> et des complexités réglementaires très au dessus de la moyenne des pays émergents. Malgré cela l'Europe reste un très grand débouché de l'huile

<sup>1</sup> Au sens de démarche qualité, pas au sens d'une excellence ou qualité intrinsèque éventuelle du produit

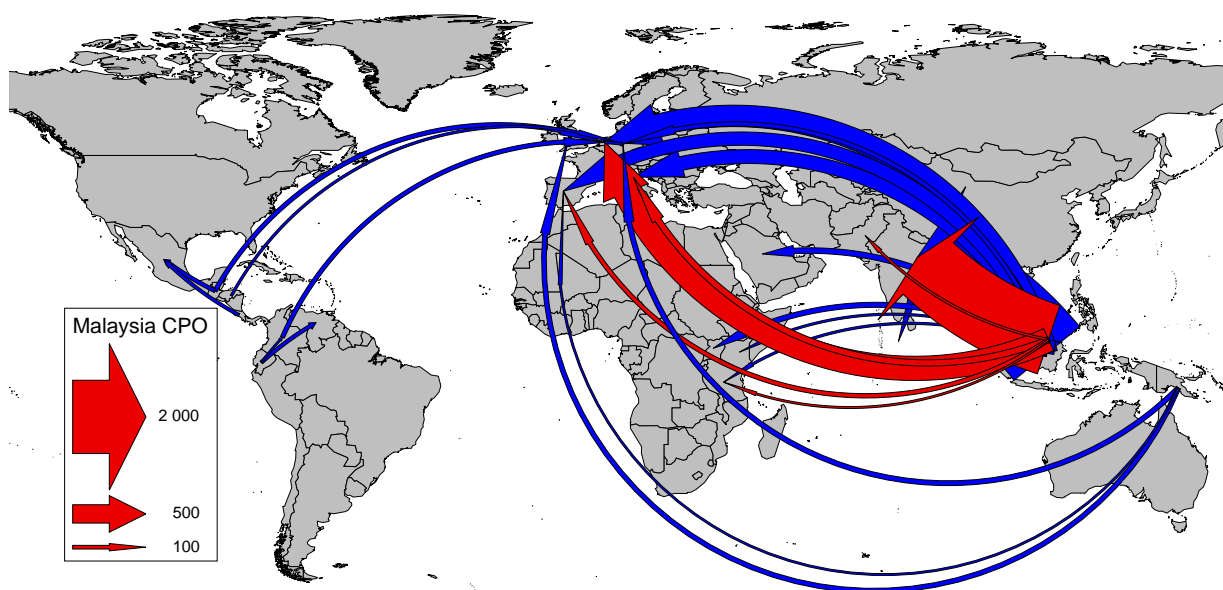
de palme mondiale (34% des importations mondiales de l'huile brute et 14% de celles de l'huile raffinée). Sa demande d'huile végétale peu chère augmente fortement année après année, tant pour des usages alimentaires qu'énergétiques (Roda 2017). Dans le même temps sa propre production d'huile végétale (Colza, essentiellement) n'est pas assez vaste pour concurrencer l'huile de palme en volumes ou en prix: la productivité par hectare est beaucoup plus faibles, les espaces disponibles ne sont pas si facilement extensibles, la flexibilité des approvisionnements est moins grande, les prix sont plus élevés. Pour faire face à la demande européenne, les Pays-Bas sont le premier importateur d'huile de palme: une partie de l'huile brute importée est distribuée en Europe, ou bien est raffinée et distribuée sous cette forme plus élaborée (**Figure 2b**). L'Italie et l'Espagne sont les deux gros autres importateurs d'huile de palme en Europe, pour leurs demandes industrielles. D'une perspective Malaisienne et Indonésienne, chaque fois que le marché "Européen" se complexifie, les marchés Asiatiques et Africains offrent des débouchés alternatifs. En raison de ces équilibres commerciaux une part de l'offre asiatique échappe à l'Europe, et une proportion non négligeable des importations européennes d'huile brute vient d'Amérique Latine et d'Océanie (**Figure 2a**). Pour la Malaisie, l'Europe est un acheteur relativement important d'huile brute mais pas vraiment d'huile raffinée (respectivement 1.1 et 0.4 milliard de dollars, et 32% et 6% des exportations Malaisiennes d'huile de palme). Cette situation particulière est aussi une des raisons de la crispation de la Malaisie face aux déclarations Françaises, qui visent particulièrement les utilisations industrielles de l'huile brute, comme le biodiesel.

## 2.3 Le rôle de la France

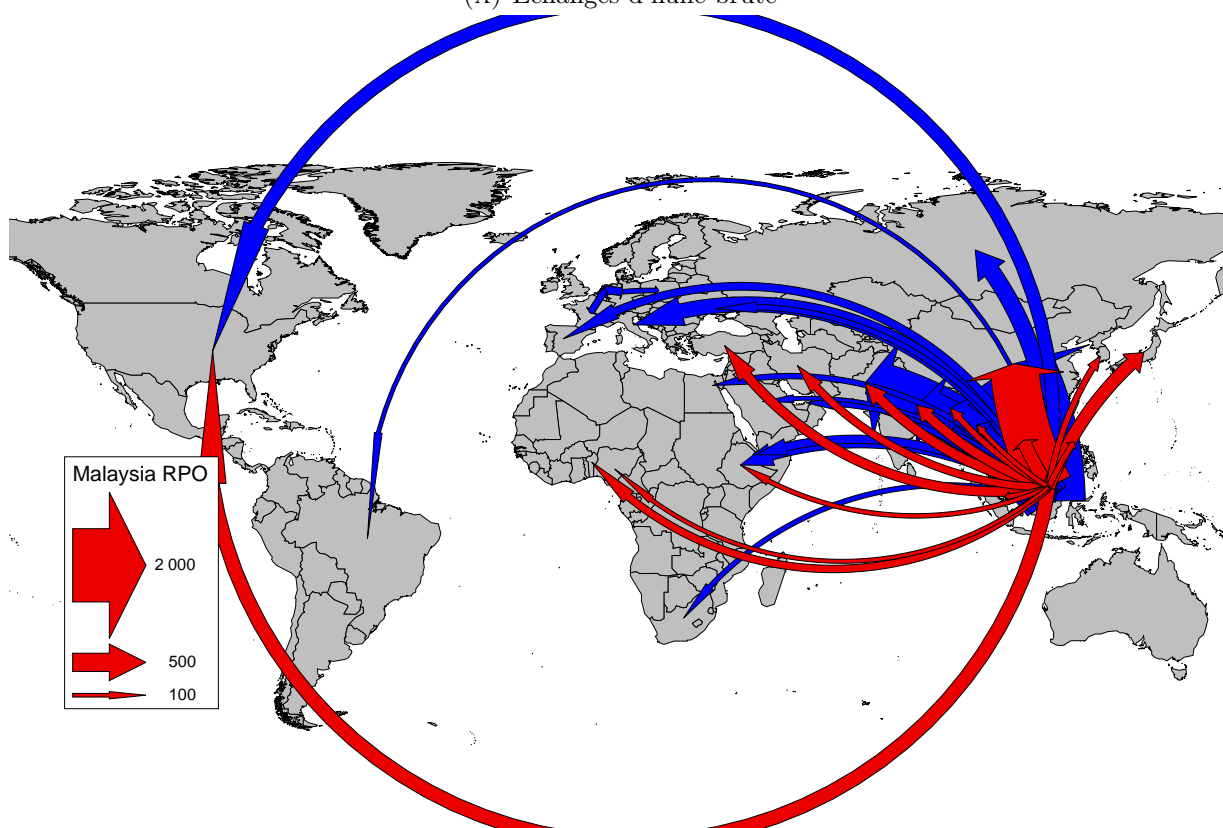
Le rôle de la France est très faible dans le commerce international de l'huile de palme. A l'échelle du commerce international, les flux vers la France sont invisibles sur la carte du monde (**Figure 2**). Il faut faire un diagramme de flux dédiés pour distinguer un mince filet des flux qui vont directement en France (**Figure 3**). Le marché Français représente 0.18% et 0.009% de huile brute exportée directement par Malaisie et l'Indonésie (**Figure 3a**). Il représente 0.1% et 0.004% de l'huile raffinée respectivement exportée par les deux pays (**Figure 3b**). La part Française du marché de ces pays est en fait un peu plus grande, car la France importe d'Europe elle-même 23% de ses achats d'huile de palme brute, et 90% de ceux d'huile de palme raffinée. Dans la part qui transite par le reste de l'Europe avant d'arriver en France, il est impossible de déterminer ce qui vient de Malaisie et du reste du monde. Mais si on estime que ces proportions sont proches des poids respectifs de la Malaisie et de l'Indonésie dans le commerce international (soit 32% et 51%, toutes sortes d'huiles confondues), on peut calculer un plausible poids de la France dans les exportations directes et indirectes de la Malaisie, comme on peut calculer un maximum théorique. En appliquant ces proportions à l'huile qui transite par l'Europe, on peut estimer que le marché Français représente entre 0.22% et 0.24% des exportations d'huiles brute de Malaisie, et entre 0.7% et 1.1% des celles d'huile raffinée et raffinée (**Table 1**). Ce faible poids commercial suggère qu'un éventuel boycott Français d'huile de palme a très peu de chance de prévenir la déforestation en Malaisie. En revanche, si ce type de démarche était suivie par toute l'Europe, c'est près de 13% des exportations d'huile brute et raffinée de la Malaisie qui seraient touchés. L'effet commercial serait bien plus dommageable, et la crainte d'un tel scénario est certainement ce qui explique la vive réaction de la Malaisie aux déclarations du ministre Nicolas Hulot. Le poids du marché Français est encore plus faible en ce qui concerne l'Indonésie, et le détail est reporté en annexe (**Table 3**). Dans une telle situation, il est improbable qu'une interdiction d'importation ou tout autre forme de boycott puisse avoir un effet tangible sur la déforestation liée au palmier à huile en général.

## 3 La déforestation évitée

L'article de Baron et al explique très clairement et simplement que l'idée que palmier à huile aurait causé 40% de la déforestation mondiale est une "fake news", issue d'une suite d'erreurs et d'approximations. En fait le palmier à huile est responsable de l'ordre de 2 à 3% de la déforestation à l'échelle du monde [23]. Quand à la Malaisie et l'Indonésie qui produisent plus de 80% de l'huile de palme mondiale, elles ne contribuent qu'à respectivement 4% et 9% de la déforestation importée par l'UE [23]. Entre 1947

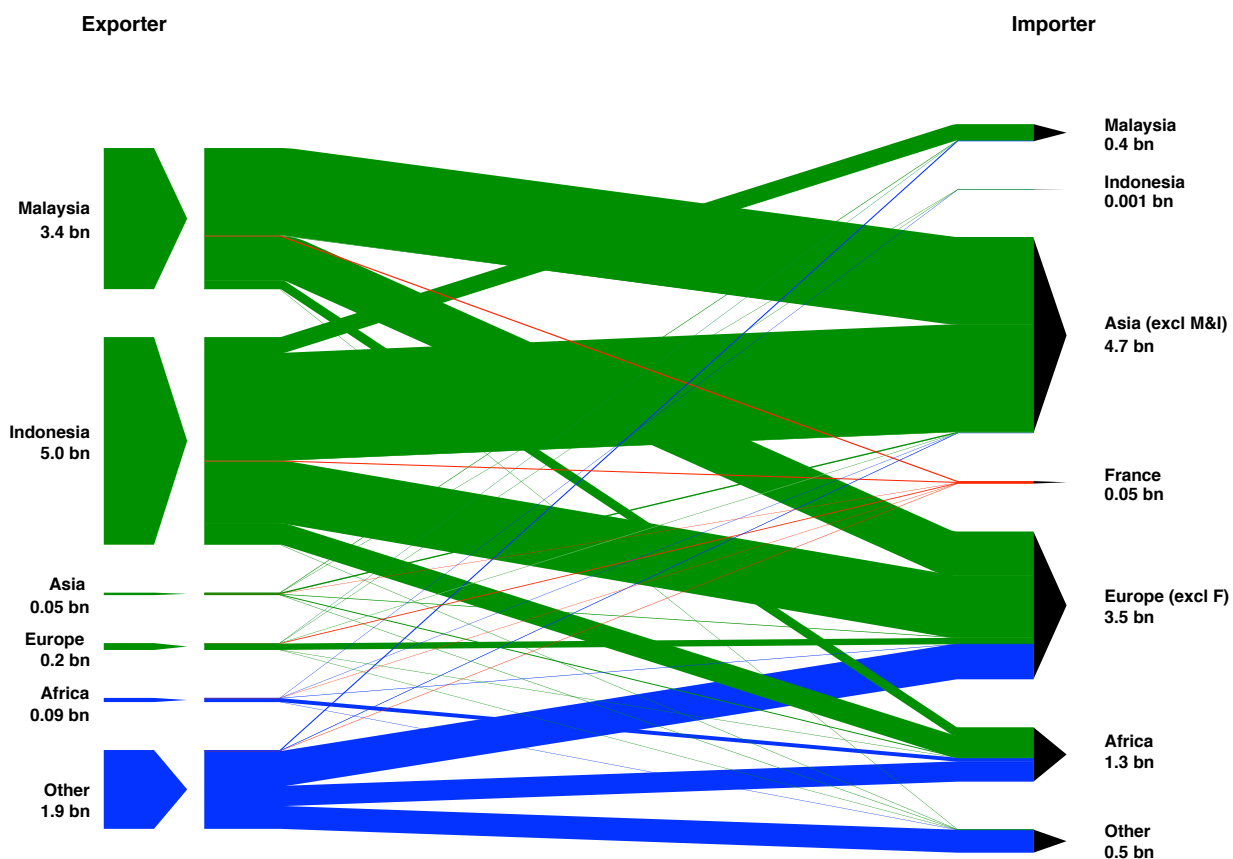


(A) Echanges d'huile brute

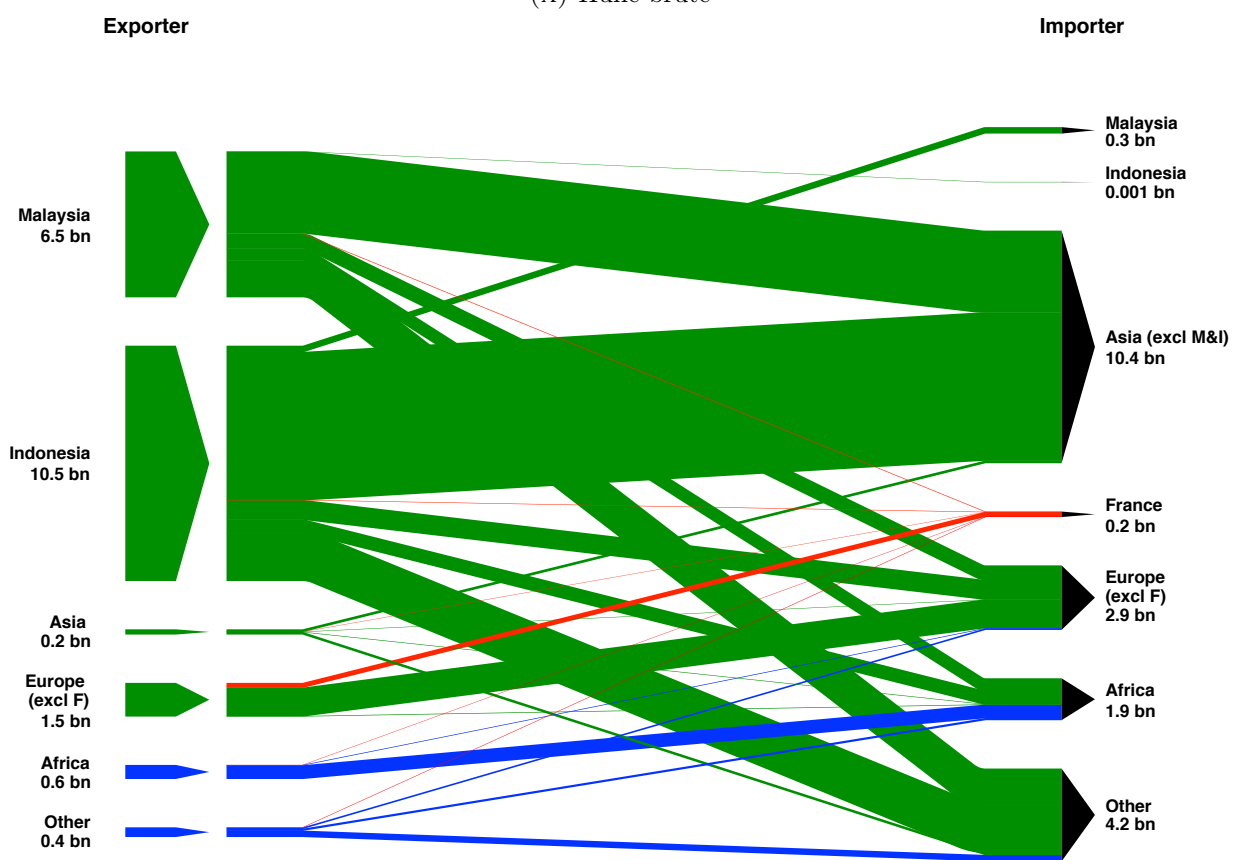


(B) Echanges d'huile raffinée

FIGURE 2: Place de la Malaisie (en rouge) dans le commerce mondial d'huile de palme, en milliards de dollars



(A) Huile brute



(B) Huile raffinée

FIGURE 3: Place de la France (en rouge) dans le commerce mondial d'huile de palme, en milliards de dollars. Les flux originaires d'Asie sont représentés en vert et ceux originaires d'Afrique, Océanie et Amérique sont représentés en bleu.

	Commerce direct	Commerce direct + indirect (proportion plausible)	Commerce direct + indirect (proportion théorique maximale)
Huile brute (CPO)	0.18%	0.22%	0.24%
Huile raffinée (RBD)	0.10%	0.70%	1.10%
Total (+ autres dérivés)	0.3%	1.0%	1.4%

TABLE 1: Part du marché Français dans les exportations d’huile de palme de la Malaisie

et l’année 2015, selon nos calculs [39], la Malaisie a perdu 8 millions d’hectares de forêt. En 1965 il y avait moins de 100,000 hectares de palmier à huile, et en 2015 il y en avait 5.4 millions d’hectares. Cependant ce n’est que entre 3.3 et 3.9 millions d’hectares de palmier qui ont été pris sur la forêt dans cette période<sup>2</sup>. Pour comprendre ce phénomène et savoir quelle partie de ces 4% de déforestation importée par l’UE pourraient être imputés aux importations Françaises d’huile de palme, il convient d’abord de revenir sur l’histoire de la déforestation en Malaisie [5, 17, 7, 8, 6, 2, 3, 4, 16].

### 3.1 L’économie de plantation de la Malaisie et la déforestation

La déforestation liée à l’extension des mines d’étain et des plantations de Gambier puis d’Hévéa avait commencé au XIXème siècle puis a repris de plus belle après la seconde guerre mondiale, avec la reprise de l’économie de plantation. Entre la sortie de la guerre et 1965, soit 8 ans après l’indépendance et 2 ans après la formation de la nouvelle fédération de Malaisie, 2.2 millions d’hectares avaient déjà été déforestés, bien sûr pour l’exploitation du bois, mais surtout pour le développement des plantations d’Hévéa. A ce moment l’économie de l’huile de palme était au seuil de son essor, et il ne se plantait chaque année que de l’ordre de 8 à 9,000 hectares/an de nouvelles palmeraies. A partir de 1966, la Malaisie lançait son premier plan quinquennal, pour le développement du pays et l’éradication de la pauvreté[11] . Ce plan inaugurerait une longue période de politique de mise en valeur du territoire par la conversion de la forêt naturelle en agriculture, au bénéfice des petits paysans pauvres et/ou sans terre. De multiples institutions de "développement du territoire" ou de "réhabilitation des terres" comme le FELDA, FELCRA, RISDA etc. ont été créées, constituant de sortes de coopératives dans lesquelles des petits paysans pauvres se voyaient affecter des lopins de terres de 4 hectares en moyenne, convertis en plantations agricoles (Hévéa, Cacao, Palmier, Ananas etc). Cette politique a été un des modèles développement rural et de lutte contre la pauvreté parmi les plus efficaces au monde [35]. La déforestation devaient culminer pendant les 2ème et 3ème plans quinquennaux, avec plus de 300,000 ha/an convertis en agriculture, infrastructures et urbanisation [21]. Le pic de développement agricole et de déforestation était déjà passé dès le 4ème plan quinquennal, avec des taux de déforestation qui ont sans cesse diminué après le 6ème plan, alors même que les surfaces de palmier à huile continuait à croître. En fait dès le 4ème plan quinquennal, et jusqu’au 9ème, les surfaces d’Hévéa ont nettement diminué: dès l’après guerre, les cours du latex naturel n’avaient cessé de baisser, concurrencés par le caoutchouc synthétique [13, 10][19, 18, 9]. En même temps l’économie du palmier, produisant l’huile végétale la plus rémunératrice au monde, prenait tout son essor et permettait au gouvernement Malaisien de sortir de la pauvreté la plus grande part de la population rurale du pays. Au total, 1.3 millions d’hectares de plantation d’Hévéa ont été remplacés par du palmier à huile, mais aussi par des

<sup>2</sup> L’écart de calcul dépend des sources utilisées pour calculer les estimations. On obtient 3.3 millions d’hectares en complétant les chiffres nationaux du Department of Statistics Malaysia (DOSM), avec les statistiques par Etat données dans chaque plan quinquennal à propos du quinquennal précédent, et en faisant des moyennes annuelles par tranches de 5 ans. Mais on obtient 3.9 millions d’hectares en complétant les chiffres du DOSM avec la déforestation calculée par images satellite pour le Sarawak et le Sabah entre 1973 et 2010.

infrastructures et des surfaces urbaines. Notre reconstitution de ces dynamiques est représentée dans la **Figure 4**. La synthèse, en termes de couvert forestier total, est représentée dans la **Figure 5a** [39]. Ces dynamiques sont le résultat d’une politique assumée de lutte contre la pauvreté rurale par conversion de la forêt en agriculture dirigée, et aussi de l’évolution des marchés mondiaux avec l’essor de la demande en huile de palme, ainsi que la chute des cours du latex naturel incitant les paysans à remplacer l’Hévéa par une culture plus rémunératrice. Le maximum de la vague de déforestation en Malaisie a eu lieu entre 1955 et 1980. Cela fait bientôt un quart de siècle que la déforestation totale de la Malaisie décroît très régulièrement, pour fluctuer entre 10,000 et 30,000 hectares/an depuis 2005. Entre 2004 et 2014, la Malaisie perdait en moyenne 25,000 hectares/an de forêt, soit 2.5 fois moins qu’entre 1994 et 2004, 5 fois moins qu’entre 1984 et 1994, ou encore 10 fois moins qu’entre 1974 et 1984. Entre 1965 et 2014, la forêt Malaisienne a perdu 5.5 millions d’hectares, dont seulement au maximum 3.9 millions d’hectares ont disparu pour faire place à du palmier à huile, aussi sous forme d’une vague. Les plus importantes conversions ont eu lieu pendant les 4ème et 5ème plans quinquennaux, avec un pic à 85,000 hectares/an entre 1980 et 1990. La déforestation due au palmier a bien diminué depuis 1995, et fluctue entre 10,000 à 30,000 hectares/an depuis 2005, soit 22,000 hectares/an en moyenne.

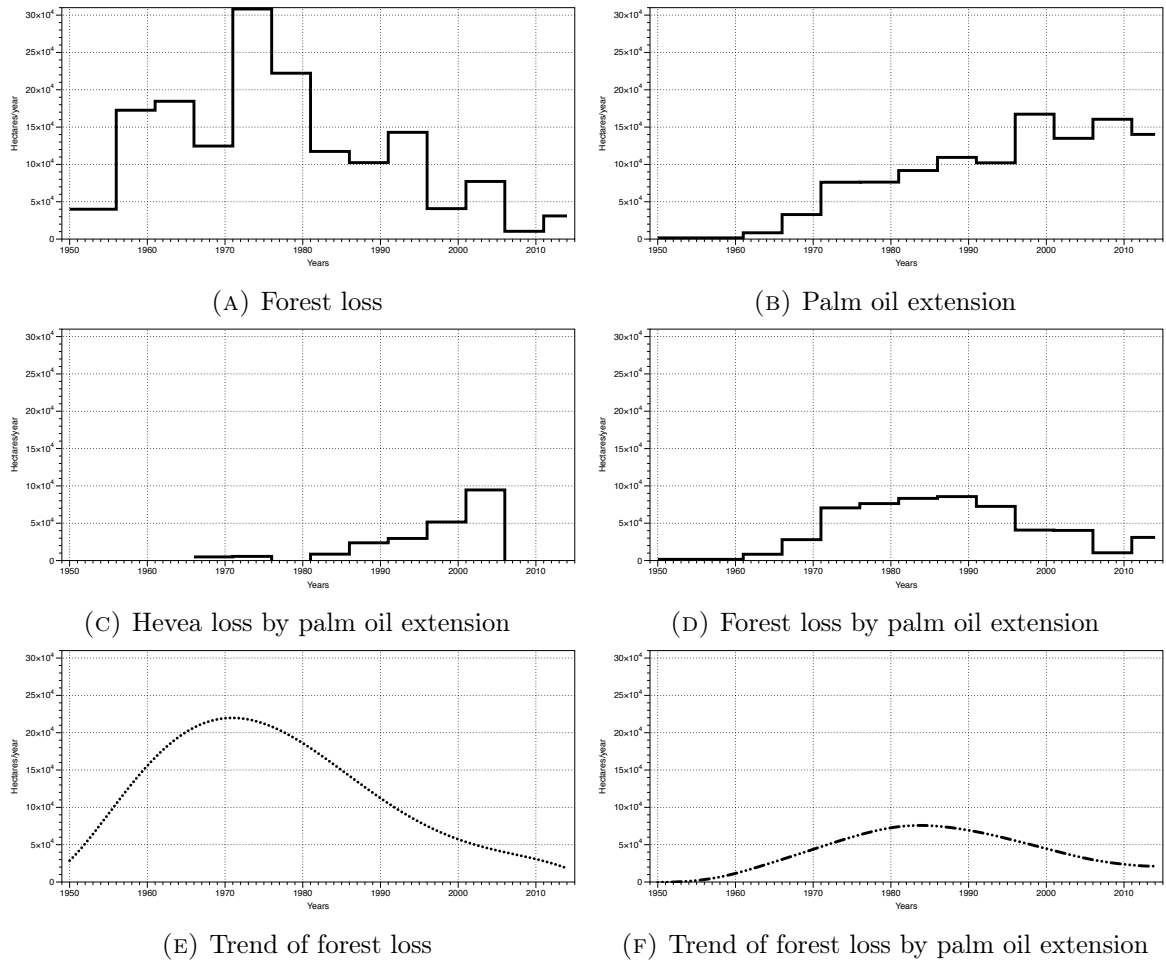


FIGURE 4: Dynamiques de la forêt, du palmier à huile et de l’Hévéa en Malaisie (moyennes en hectares/an, par plans quinquennaux pour le total des surfaces concernées en Malaisie Péninsulaire, au Sabah, et au Sarawak)

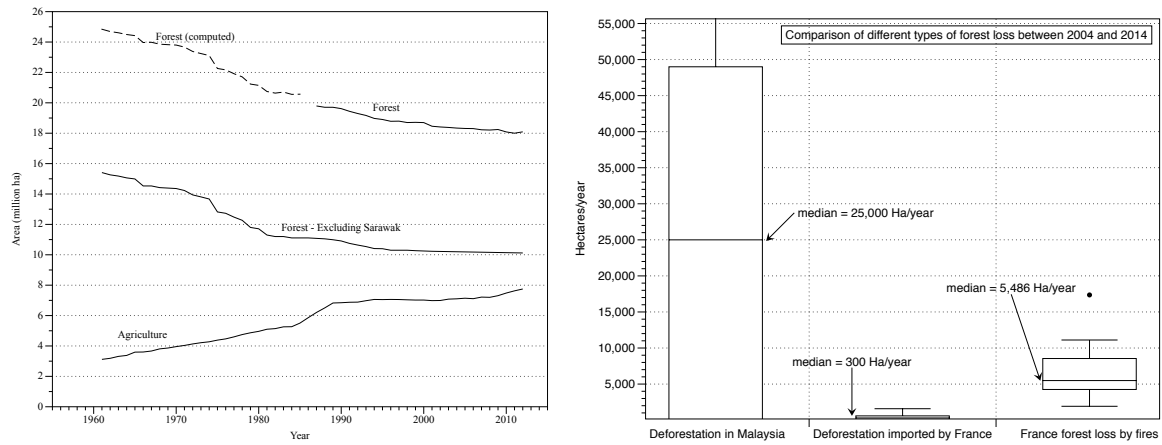
### 3.2 Déforestation réellement imputable aux importations d’huile de palme en France

La reconstitution des dynamiques de déforestation en Malaisie suggère que la déforestation n’est pas terminée en Malaisie, mais que le plus gros est passé depuis une trentaine d’années (**Figure 4**). Les



intentions des pays du Nord de peser sur cette déforestation à travers le marché en important ou pas tel produit, ou en demandant des gages de bonne gestion des espaces agricoles à l'origine de ces produits, arrivent en quelque sorte "après la bataille". en Malaisie Péninsulaire, il n'y a quasiment plus de déforestation, car tous les espaces à développer l'ont déjà été, et les espaces sont bien contrôlés: les quelques cas de déforestation qui existent encore s'inscrivent dans l'épaisseur du trait de la **Figure 5a** (forêt excluant le Sarawak). L'essentiel de ce qui reste de la dynamique de déforestation a lieu au Sarawak, dans l'Île de Bornéo, et a nettement diminué en proportion de surfaces considérées (**Figure 5a**). Le raisonnement qui impute à la déforestation due au palmier à huile une part du commerce international trouve là ses limites. Ramenée aux volumes du commerce international d'huile de palme, la déforestation due au palmier à huile serait actuellement devenue insignifiante pour un pays comme la France. Par exemple on ne peut pas imputer à une tonne d'huile produite consommée en 2015 la déforestation qui a eut lieu 20 ou 30 ans auparavant. On peut par contre calculer une proportion entre les valeurs échangées une année donnée et les nouvelles surfaces de palmier de l'année gagnées par déforestation. En effet, dans le raisonnement de la "déforestation importée", c'est bien le gain économique issu de l'échange qui est censé être le moteur de la déforestation. Comme en Malaisie la perte de forêt due au palmier à huile fluctue depuis plus de 10 ans entre 10,000 et 30,000 hectares/an, alors la déforestation "importée" par la France (commerce direct + indirect, **Table 1**) serait au maximum de ... 100 à 420 hectares par an ! Pour se représenter cette surface, c'est en fait de l'ordre de 20 à 80 fois moins que les surfaces qui disparaissent en moyenne chaque année en France du fait des incendies d'été (**Figure 5b**). Le même raisonnement rendrait toute l'Europe responsable de la disparition 1,600 à 4,800 hectares/an de forêt en Malaisie, soit entre 1.5 et 5 fois moins que les incendies d'été en France [14, 12, 33].

Cependant, il existe bien une importation masquée d'huile de palme, mobilisée par des pans non négligeables de l'industrie Française ou Européenne. Cette importation masquée est difficilement quantifiable sans étude dédiée, et elle pourrait représenter de très gros volumes si on s'en réfère à ce qui se passe dans le secteur des cosmétiques. Ceci se fait à travers les importations de produits intermédiaires déjà transformés à base d'huile végétale, et qui servent d'entrants à de grandes d'industries: principalement l'industrie agro-alimentaire et l'industrie du cosmétique [24]. Un troisième type de produits utilise aussi beaucoup l'huile de palme: les savon, les détergents, et les surfactants [22, 29]. En ce qui concerne les cosmétiques par exemple, l'Oréal, deuxième groupe cosmétique mondial dans le secteur cosmétique, n'achète que de l'huile végétale certifiée pour ses cosmétiques: quand le groupe achète de l'huile de palme certifiée RSPO, il achète aussi de l'huile de soja certifiée RTRS [15, 1]. Mais dans le même temps le groupe achète d'autres ingrédients contenant de l'huile de végétale plus ou moins transformée. Quand le groupe achète officiellement 1 tonnes d'huile de palme raffinée, il consomme en parallèle 85 tonnes d'huile sous forme déjà très transformée, donc masquée. Dans le groupe L'Oréal, il s'agit d'ingrédients tels que: glycérol, acides gras et alcools gras, glycérine, coco-bétaïne, palmitate d'isopropyle, distéarate de glycol etc [20, 25, 40]. Ce type produits issus de l'huile de palme est sinon absolument intracable, tout au moins très coûteux à tracer. Le RSPO a mis en place un système pour "verdir" de tels ingrédients, via de l'achat de crédits "greenpalm". Le groupe L'Oréal fait appel à cette méthode pour annoncer que ses ingrédients sont certifiés [30]. L'huile de palme ainsi masquée entre dans 80% des produits du groupe, et représente donc 85 fois les volumes de la consommation d'huile raffinée par le groupe. Il n'est pas possible de dire si une telle proportion est représentative de l'industrie cosmétique, et si des proportions du même ordre de grandeur existent aussi pour les ingrédients assez transformés du secteur agroalimentaire ou d'autres secteurs.



(A) Conversion des forêts Malaisiennes en agriculture depuis 1961 (Roda et al., 2015) (B) Comparaison d'ordres de grandeurs de différentes pertes de forêt entre la Malaisie et la France

FIGURE 5: Ordres de grandeur des surfaces forestières Malaisiennes, et de leurs pertes annuelles

## 4 L'impasse juridique et économique des boycotts de matières éco-certifiées

### 4.1 Implications commerciales d'un boycott d'huile de palme et de dérivés non certifiés

On ne sait donc pas quel est le vrai bras de levier commercial que représente la consommation Française d'ingrédients déjà très transformés. Mais il suffirait que la consommation masquée d'huile par toute l'industrie française soit équivalente à 8 ou 9 fois sa consommation d'huile raffinée (et non 85 fois comme dans le cas du groupe l'Oréal) pour que l'offre mondiale d'huile certifiée soit dépassée. Or il semble que l'offre mondiale d'huile certifiée brute plafonne désormais à plus ou moins 12 millions de tonnes par an (**Figure 6**). Une tel contexte est la signature d'un marché mondial relativement saturé pour l'huile RSPO, dans les conditions actuelles des coûts de production et de la compétition avec les autres huiles végétales non certifiées. Puisque l'huile de palme est de loin l'huile végétale la moins chère sur le marché mondial, les coûts de substitutions, même par d'autres huiles végétales non certifiées, pourraient être relativement élevés, et ne seraient supportés ni par la Malaisie ni par l'Indonésie, mais par les industriels Français (cependant le secteur pétrochimique, non-soumis à écocertification ni à boycott, peut offrir un certain nombre de substituts). Le cas le plus coûteux est celui des ingrédients très transformés. Toute substitution effective demande une réelle traçabilité, or en ce qui concerne les ingrédients intermédiaires à base d'huile de palme, leur traçabilité et leur discrimination effective des ingrédients d'autres origines sont pour le moment très difficiles sinon impossibles à mettre en place de façon économiquement compétitive. C'est ce frein qui a poussé le RSPO à créer le mécanisme qui consiste à vendre et acheter des crédits "greenpalm" [34]. Même de cette façon il n'est pas certain qu'une tel mécanisme soit accessible à tous les usagers d'huile végétale.

Dans l'hypothèse d'un boycott, un groupe comme L'Oréal qui prend déjà les devants, qui est membre de RSPO et affirme vouloir à terme certifier réellement 100% de sa consommation de produits à base d'huile de palme, pourrait très certainement s'adapter vite. Réciproquement de nombreuses PME-PMI française pourraient faire face à des difficultés d'approvisionnement. Il est même possible que cela crée de sérieux troubles dans toutes les chaînes d'approvisionnement de tous ces produits intermédiaires indispensables à énormément d'industries. Un tel boycott est de nature à créer un niveau de difficulté supplémentaires pour les PME-PMI par rapport à la compétition mondiale non soumise aux mêmes conditions. Tant qu'une traçabilité réellement peu chère n'existera pas, un boycott français de l'huile de palme non certifiée, déplacerait mécaniquement le marché vers d'autres pays acheteurs, puisque la France reste un très petit marché de l'huile de palme au niveau mondial: Il y aurait moins de transformation en France, celle ci serait déplacée à l'extérieur, et cela reviendrait à

une subvention indirecte aux pays exportateurs de produits intermédiaires. La consommation masquée serait encore plus grande. La déforestation importée ne serait pas moindre, elle serait juste moins facilement visible.

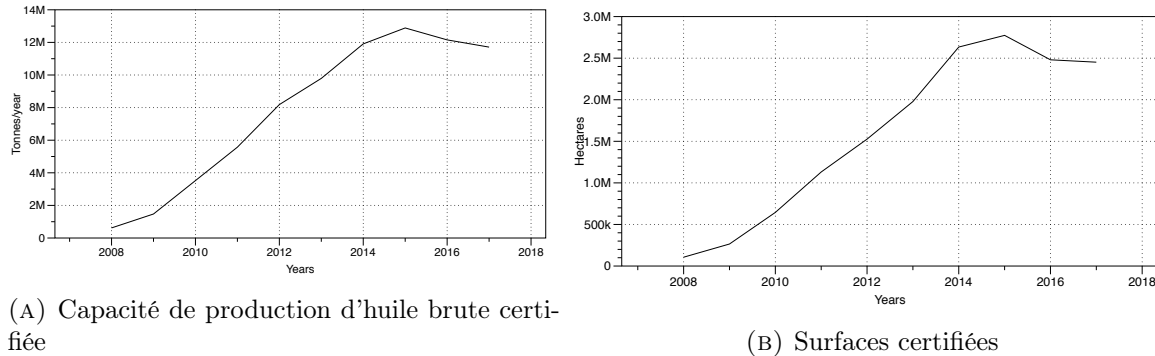


FIGURE 6: Evolution de l'offre mondiale d'huile de palme certifiée RSPO

## 4.2 Accords de l'OMC

Cependant les accords du commerce international interdisent à la France d'appliquer des mesures qui seraient discriminatoires pour l'importation d'un produit particulier, comme ce serait le cas si une norme environnementale était imposée à un produit d'origine tropicale mais pas à son substitut d'origine tempérée. Une telle difficulté a déjà été évaluée dans le cas des importations de bois écocertifiés par la France [36, 28]. Dans cet exemple il était légalement impossible de restreindre des importations privées en imposant de l'écoconditionnalité à des bois tropicaux en particulier, sous peine de les discriminer par rapport à des bois d'origine tempérées. La solution française, inspirée d'autres solutions européennes a été de créer une circulaire gouvernant les achats publics pour l'écoconditionnalité d'achats de toutes les sortes de bois et dérivés, tropicaux ou tempérés. Cela laissait de côté les achats privés, et permettait de favoriser légalement les bois tempérés qui en France bénéficiaient facilement d'écocertification de type PEFC, en théorie équivalentes en contraintes aux écocertifications demandées aux bois tropicaux. Dans les faits, l'impact sur les conditions de gestions forestières dans les pays tropicaux s'est révélé faible, des déplacements de marché se sont effectués vers des pays émergents, et des effets pervers par substitutions vers d'autres matériaux menaçaient. Un suivi fin et une traçabilité en dessous de certains montants de marchés publics se sont révélés soit impossibles soit disproportionnellement coûteux. Alors que les marchés publics pouvaient représenter jusqu'à un quart de la consommation de bois d'oeuvre et de construction en France, il est moins certain qu'ils aient un poids important sur les consommations d'huile de palme. Surtout, il n'existe pas aujourd'hui d'huile végétale écocertifiée qui puisse se substituer aux volumes consommés l'huile de palme. On a vu que les quantités d'huile certifiée RSPO sont trop limitées pour une demande d'un marché national pourtant petit comme celui de la France. La seule autre huile végétale certifiée est celle de soja mais les quantités disponibles sont très faibles (seulement 0.7 millions de tonnes au niveau mondial, voir [37]). Il n'y a pas de systèmes d'écocertification pour les huiles de tournesol et de colza, et une régulation française qui les préfèreraient directement ou indirectement à l'huile de palme, ne respecterait pas les accords de l'OMC.

## 5 Conclusion

La France représente une très faible part du commerce mondial de l'huile de palme. La part de déforestation importée sur laquelle elle peut prétendre jouer en régulant les importations d'huile de palme, est faible, et particulièrement insignifiante en ce qui concerne la Malaisie. A côté de cela, il n'existera donc probablement pas à moyen terme sur le marché mondial suffisamment d'huile de palme certifiée alternative, ni même d'huile végétale certifiée au sens large, vu les faibles volumes certifiés

---

parmi l'huile de soja, et l'inexistence de certifications de gestion durable pour les huiles de colza ou de tournesol. Il est peu probable qu'une politique d'interdiction de toute huile de palme non certifiée et dérivés puisse être mise en place par le gouvernement Français, encore moins par l'Europe. Il est possible que la décision politique essaie de s'orienter vers une utilisation directe et facile à délimiter, relativement visible, comme celle de l'intégration d'huile brute de palme dans le biodiesel Français ou Européen. Cela poserait certainement des questions juridiques vis à vis des accords de l'OMC. Une autre possibilité serait que la France suive la voie européenne des accords bilatéraux type FLEGT [26]. Au vu de la lenteur du progrès de ceux-ci en Malaisie, il est certain que l'équivalent pour le palmier serait assez peu réaliste pour agir sur de la déforestation importée à court ou moyen terme.

Du point de vue de la Malaisie, ce n'est pas tant la taille du marché Français qui joue, que le symbole qu'il représente, si d'aventure les idées françaises "anti-huile de palme" devaient passer au niveau Européen. Or le processus de déforestation est en stabilisation en Malaisie: il est terminé dans la Péninsule, et est essentiellement le fait du Sarawak. Mais le Sarawak est un Etat très peu peuplé, très peu urbain, pauvre en infrastructures et équipement, tout en étant riche en ressources naturelles, et très avide de développement. Il y reste encore d'importantes marges d'espaces naturels "convertibles". C'est un espace peu contrôlé par le pouvoir central Malaisien en raison de l'équilibre politique fédéral qui donne beaucoup d'autonomie à cet état, négociée en échange de son soutien au parti au pouvoir. A la fois parent pauvre des politiques nationales d'investissement pour les populations rurales qui y sont très isolées, et parent puissant par le nombre de sièges de députés qui y sont représentés, le Sarawak représente un espèce de "far east" où le pouvoir central a peu de marges de manoeuvre politique pour faire appliquer des normes environnementales satisfaisant les consommateurs Français ou Européens. Par contre les enjeux politiques du Sarawak pour le pouvoir Malaisien sont de nature à alimenter de réelles crispations avec la France si celle-ci s'arcboute sur ses positions "anti-palmier", alors que celles-ci sont incapables d'agir sur déforestation en Malaisie, ni même en Indonésie. On a vu que le gros de la déforestation a eu lieu il y a 2 décennies, et que la déforestation résiduelle ne peut guère être influencée par une politique d'arrêt ou de diminution des importations Françaises.

Dans le cas précis de la Malaisie, la France a bien plus de chance de peser, à long terme, en accompagnant les formations dans les universités locales. Il y a déjà une très bonne mobilisation par les ONG locales, et les universités de Malaisie prennent déjà à coeur d'instiller les notions de gestion durable au sein des formations des futurs professionnels du secteur des plantations et de la forêt. Le CIRAD a lancé en 2017 une plateforme de coopération avec la Malaisie et l'Indonésie sur ce point précis: Sustainability of Agricultural Landscapes in Southeast Asia (SALSA). A Universiti Putra Malaysia, le dispositif SALSA forme par la recherche les futurs managers publics et privés Malaisiens de la forêt des des plantations, et qui auront pour tâche d'éradiquer la déforestation et les pratiques non soutenables. L'effet levier de telles démarches est très important, et c'est par le soutien à ce genre d'action que la France a le plus de chance de réellement peser sur la déforestation en Asie du Sud Est.

## 6 Annexes

	CPO	RBD	Other	Total
World to EU-28	3.6bn USD	2.7bn USD	1.3bn USD	7,6bn USD
World to France	0.05bn USD	0.2bn USD	0.04bn USD	0.3bn USD
France to world	0.0005bn USD	0.005bn USD	0.001bn USD	0.007bn USD
EU-28 to France	0.1bn USD	0.2bn USD	0.02bn USD	0.02bn USD
Indonesia to world	5.0bn USD	10.6bn USD	2.1bn USD	17.7bn USD
Indonesia to EU-28	1.5bn USD	0.8bn USD	0.5bn USD	2.8bn USD
Indonesia to France	0.02bn USD	0.007bn USD	0.010bn USD	0.03bn USD
Malaysia to world	3.4bn USD	6.5bn USD	1.2bn USD	11.1bn USD
Malaysia to EU-28	1.1bn USD	0.4bn USD	0.3bn USD	1.8bn USD
Malaysia to France	0.02bn USD	0.01bn USD	0.004bn USD	0.4bn USD
World trade	10.5bn USD	20.0bn USD	4.1bn USD	34.6bn USD

TABLE 2: Données UNComTrade pour 2015 (en milliards de dollars)

	Commerce direct	Commerce direct + indirect (proportion plausible)	Commerce direct + indirect (proportion théorique maximale)
Huile brute (CPO)	0.09%	0.13%	0.13%
Huile raffinée (RBD)	0.04%	0.64%	0.64%
Total (+ dérivés)	0.2%	0.8%	0.9%

TABLE 3: Part du marché Français dans les exportations d’huile de palme de l’Indonésie

## 7 Références

- [1] Anonymous. “Achieving ‘zero deforestation’”. In: *sharingbeautywithall.loreal.com* Resources (2017), p. 3. URL: <https://sharingbeautywithall.loreal.com/innovating/achieving-zero-deforestation/achieving-zero-deforestation>.
- [2] Anonymous. “Agricultural development”. In: *Sixth Malaysia Plan 1990-1995* 33 (1990), pp. 88–122.
- [3] Anonymous. “Agricultural development”. In: *Seventh Malaysia Plan 1996-2000* 88 (1995), pp. 223–260.
- [4] Anonymous. “Agricultural development”. In: *Eighth Malaysia Plan 2001-2005* 88 (2000), pp. 202–232.
- [5] Anonymous. “Agriculture and rural development”. In: *First Malaysia Plan 1966-1970* 77 (1965), pp. 97–121.
- [6] Anonymous. “Agriculture and rural development”. In: *Fifth Malaysia Plan 1986-1990* 1010 (1985), pp. 293–330.
- [7] Anonymous. “Agriculture, animal husbandry, fisheries and forestry”. In: *Third Malaysia Plan 1976-1980* 1616 (1975), pp. 285–309.
- [8] Anonymous. “Agriculture, livestock, fisheries and forestry”. In: *Fourth Malaysia Plan 1981-1985* 1515 (1980), pp. 263–292.

- 
- [9] Anonymous. "Eighth Malaysia Plan 2001-2005". In: (2000), p. 659.
  - [10] Anonymous. "Fifth Malaysia Plan 1986-1990". In: (1985), p. 568.
  - [11] Anonymous. "First Malaysia Plan 1966-1970". In: (1965), p. 190.
  - [12] Anonymous. "Forest fires database for Mediterranean area in France". In: *promethee.com* (2017). URL: <http://www.promethee.com/default/bilan-tableaux>.
  - [13] Anonymous. "Fourth Malaysia Plan 1981-1985". In: (1980), p. 392.
  - [14] Anonymous. "Les feux de forêt". In: *statistiques.developpement-durable.gouv.fr* Observation et statistiques (2010), p. 4. URL: <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/lessentiel/ar/368/1239/feux-foret.html>.
  - [15] Anonymous. "L'Oréal palm oil progress report". In: *sharingbeautywithall.loreal.com* (2017), p. 5. URL: <https://sharingbeautywithall.loreal.com/innovating/achieving-zero-deforestation/loreal-takes-palm-oil-sustainable-sourcing-one-step-beyond>.
  - [16] Anonymous. "Perangkaan ekonomi Malaysia siri masa 2015". In: 20152015 (2016), pp. 1–277.
  - [17] Anonymous. "Pertanian, perhutanan dan perikanan". In: *Second Malaysia Plan 1971-1975* 99 (1970), pp. 134–164. URL: [http://www.epu.gov.my/sites/default/files/rmk2\\_bm\\_chapter\\_09.pdf](http://www.epu.gov.my/sites/default/files/rmk2_bm_chapter_09.pdf).
  - [18] Anonymous. "Seventh Malaysia Plan 1996-2000". In: (1995), p. 745.
  - [19] Anonymous. "Sixth Malaysia Plan 1990-1995". In: (1990), p. 467.
  - [20] Anonymous. "The generic names of palm oil". In: *Humane Society International* (2017), p. 1. URL: <http://www.hsi.org.au/editor/assets/Factsheets/The%20generic%20names%20of%20palm%20oil.pdf>.
  - [21] Anonymous. "Third Malaysia Plan 1976-1980". In: (1975), p. 430.
  - [22] Anonymous. "Uses In Food And Non-Food Applications Of Palm Oil". In: *palmoilworld.org* (2017), p. 3. URL: <http://www.palmoilworld.org/applications.html>.
  - [23] Victor Baron, Alain Rival, and Raphael Marichal. "No, palm oil is not responsible for 40deforestation". In: *The conversation* 2017 (2017), pp. 1–9.
  - [24] K G Berger. "Recommended practices for storage and transport of edible oils and fats". In: *palmoilworld.org* (2009), p. 15. URL: <http://www.palmoilworld.org/resources.html#non-food>.
  - [25] Doug Boucher et al. *The Root of the Problem: What's Driving tropical Deforestation today?* 2011. URL: [http://www.ucsusa.org/sites/default/files/legacy/assets/documents/global\\_warming/UCS\\_RootoftheProblem\\_DriversofDeforestation\\_FullReport.pdf](http://www.ucsusa.org/sites/default/files/legacy/assets/documents/global_warming/UCS_RootoftheProblem_DriversofDeforestation_FullReport.pdf).
  - [26] Benjamin William Cashore and Michael W Stone. "Can legality verification rescue global forest governance?" In: *Forest Policy and Economics* 18 (2012), pp. 13–22. DOI: 10.1016/j.forpol.2011.12.005. URL: <http://linkinghub.elsevier.com/retrieve/pii/S1389934111001961>.
  - [27] United Nations Statistics Division. "International Merchandise Trade Statistics". In: *UN COM-TRADE* (2017), p. 1. URL: <https://comtrade.un.org/data/>.
  - [28] "Elaboration d'une méthode de suivi des objectifs et impacts de la circulaire et scénarios futurs d'évolution du dispositif prévu par ce texte (Rapport de la phase 3 de l'Etude de différents scénarios d'introduction d'une écoconditionnalité dans les achats publics de bois tropicaux)". In: (2006).
  - [29] Suriati Hashim et al. "Palm-based preservative in cosmetic and personal care products". In: *MPOB Informations series* 431.472472 (2009), p. 4. URL: [http://www.palmoilworld.org/PDFs/NON-FOOD\(OLEO\)/TT-431\\_PersonalCare.pdf](http://www.palmoilworld.org/PDFs/NON-FOOD(OLEO)/TT-431_PersonalCare.pdf).
  - [30] Paulina Huard and Adelaide Colin. "L'Oréal takes sustainable palm oil sourcing one step beyond". In: *Loreal.com* (2016). URL: <http://www.loreal.com/media/press-releases/2016/jun/loreal-takes-sustainable-palm-oil-sourcing-one-step-beyond>.
  - [31] Nicolas Hulot. *Plan Climat - 1 planète, 1 plan*. 2017. URL: <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/2017.07.06%20-%20Plan%20Climat.pdf>.
  - [32] Marine Jeannin. "Huile de palme: bras de fer entre la France et la Malaisie". In: *rfi.fr* (2017), p. 2. URL: <http://www.rfi.fr/hebdo/20170721-huile-palme-bras-fer-entre-france-asie-sud-est-malaisie-hulot>.

- 
- [33] Celine Magnier. “Le Risque De Feux De Forêts en France”. In: *Études amp; documents (Commissariat général au développement durable)* 2011 (2011), p. 44. URL: [http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits\\_editoriaux/Publications/Etudes\\_et\\_documents/2011/ed-45-v2.pdf](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits_editoriaux/Publications/Etudes_et_documents/2011/ed-45-v2.pdf).
- [34] RSPO. *Roundtable on Sustainable Palm Oil*. 2017. URL: <http://www.rspo.org/>.
- [35] Alain Rival and Patrice Levang. “Palms of controversies: Oil palm and development challenges”. In: (2014), p. 69. DOI: 10.17528/cifor/004860. URL: <http://www.cifor.org/library/4860/palms-of-controversies-oil-palm-and-development-challenges>.
- [36] Jean-Marc Roda. *Etude de différents scénarios d’introduction d’une écoconditionnalité dans les achats publics de bois tropicaux-Rapport final des phases 1 et 2*. 2003. URL: <http://ideas.repec.org/p/epf/ectrep/1.html>.
- [37] Jean-Marc Roda. “Ressorts financiers et géopolitiques de l’huile de palme”. In: (2018), pp. 1–13.
- [38] Jean-Marc Roda. “Use of palm oil for biofuel”. In: *Achieving sustainable cultivation of oil palm* 1212 (2017), pp. 1–18.
- [39] Jean-Marc Roda et al. *Sustainability of biojet-fuel in Malaysia*. 2015. URL: [http://www.lulu.com/items/volume\\_78/15513000/15513801/2/print/15513801.pdf](http://www.lulu.com/items/volume_78/15513000/15513801/2/print/15513801.pdf).
- [40] Earl Saxon and Sarah Roquemore. “Palm Oil”. In: *The Root of the Problem: What’s Driving tropical Deforestation today?* 66 (2011), pp. 50–63. URL: [http://www.ucsusa.org/sites/default/files/legacy/assets/documents/global\\_warming/UCS\\_DriversofDeforestation\\_Chap6\\_PalmOil.pdf](http://www.ucsusa.org/sites/default/files/legacy/assets/documents/global_warming/UCS_DriversofDeforestation_Chap6_PalmOil.pdf).
- [41] Martine Valo. “Les ravages de la culture d’huile de palme passés au crible du Parlement européen”. In: *Le Monde* 2017.33 (2017), epa2. URL: [http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/04/03/les-ravages-de-la-culture-d-huile-de-palme-passes-au-crible-du-parlement-europeen\\_5104827\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/04/03/les-ravages-de-la-culture-d-huile-de-palme-passes-au-crible-du-parlement-europeen_5104827_3244.html).